

## Déclaration liminaire

### CHSCTSD extraordinaire du 2.02.21

---

La circulation active de l'épidémie dans les écoles et les établissements a aujourd'hui des conséquences directes pour toutes celles et ceux, élèves comme personnels, qui y travaillent. Les fermetures de classes, d'écoles et d'établissements se multiplient, leur fonctionnement est perturbé, la réorganisation des services de cantine et d'accueil bousculent le quotidien des élèves, les activités collectives sont devenues de véritables casse-tête, l'absentéisme augmente ... Ces conditions ne permettent pas aux familles et aux personnels de se sentir pleinement protégés.

Les organisations syndicales sont attachées au maintien de l'ouverture des écoles, seul à même de ne pas creuser davantage les inégalités scolaires, de permettre aux élèves de poursuivre les apprentissages collectifs et de maintenir un lien entre eux. Mais cela ne peut être rendu possible que si la sécurité dans les établissements scolaires est garantie au quotidien.

Les organisations syndicales attendent l'engagement des pouvoirs publics dans une autre stratégie pour le milieu scolaire, sans risques pour celles et ceux qui le fréquentent. Cela passe par un accès prioritaire à la vaccination pour les personnels de l'Éducation nationale qui le souhaitent, une campagne massive de tests PCR et salivaires dans les écoles dès que possible pour isoler rapidement les cas positifs et enrayer les chaînes de contamination, un équipement en masques chirurgicaux à usage unique pour les personnels et les élèves, des consignes d'isolement des cas contacts plus strictes et une harmonisation nationale des fermetures d'écoles en cas de clusters qui se multiplient sur tout le territoire.

La santé des élèves et des personnels de l'Éducation nationale est un enjeu fort car elle concerne des millions de personnes susceptibles, si rien n'est engagé pour l'éviter, de propager très rapidement le virus à l'ensemble de la société.

Comme d'habitude et malheureusement, Jean Michel Blanquer affiche beaucoup d'intentions mais se soucie peu des moyens pour les mettre en œuvre. Tout et son contraire sont dits sur la vaccination, tantôt annoncée en mars et organisée dans les écoles et établissements scolaires, tantôt prévue comme pour toute la population plus tard et via le médecin traitant. Les personnels ou les élèves vivant au domicile avec une personne considérée comme vulnérable ne bénéficient toujours pas de mesures de protection renforcée. L'ensemble des agent-es des services publics, particulièrement exposé-es, doivent avoir accès dès maintenant aux vaccinations. De manière générale, les organisations syndicales ont demandé pour tous les personnels des protections adaptées à leur exposition, notamment pour les AED et les AESH. La FSU a fait des propositions pour que tous les scénarii soient envisagés, y compris en cas de circulation d'un variant plus contagieux et touchant davantage les jeunes du virus, sans véritable prise en compte par le ministère.

La crise engendre des tensions fortes sur le climat scolaire et social et la communauté scolaire est fatiguée et inquiète. La jeunesse, frappée de plein fouet par les conséquences des crises sanitaire, économique et sociale qui se combinent désormais, mérite d'être au cœur des préoccupations. Cela passe par un plan de recrutements massifs, le renforcement des équipes pluriprofessionnelles au sein des établissements scolaires et le maintien des infirmier-es de l'Éducation nationale et d'une politique éducative sociale et de santé sous la gouvernance et la responsabilité pleine et entière du ministère.

---

De même, la situation sociale dramatique que vivent les étudiant-es nécessiterait un plan d'action conséquent. La jeunesse est une grande oubliée du « plan de relance » alors qu'elle est l'actrice de la société de demain !

La gestion erratique et sans moyens supplémentaires de la crise sanitaire est à la mesure du mépris que les personnels ressentent sur l'ensemble de la politique éducative, édictée à l'endroit des conditions d'exercice de leurs métiers et missions et de leurs expertises professionnelles et de l'absence de reconnaissance de leur engagement quotidien par des carrières et des salaires revalorisés.

---